**M A N I F E S T A T I O N SAMEDI 18 DECEMBRE - 15H**



*Á Rennes : Des migrant.e.s sont toujours à la rue, restons mobilisé.e.s*

Rappel des faits :

L’été dernier, alors que des

personnes migrantes survivaient dans des conditions inacceptables sur un campement de fortune, l’interorga de soutien aux personnes exilées a multiplié les mobilisations en direction de la Préfecture et de la Mairie pour exiger la mise à l’abri de ces personnes.

La Préfecture restait muette. La Mairie déclarait qu’elle en faisait déjà assez au niveau des mises à l’abri et que ça coûtait 2.5M d’euros. Ce coût représente 1% des dépenses budgétaires ! La majorité municipale préfère investir des sommes colossales dans la gentrification (l’embourgeoisement) du centre-ville, les caméras de vidéosurveillance, la

police municipale. plutôt

que de mettre à l’abri des personnes à la rue.

Pourtant des solutions existent, des bâtiments vides existent et la Maire de Rennes dispose d’un pouvoir de réquisition.

Le 16 octobre dernier, nous avons réquisitionné un bâtiment,

vide depuis plusieurs mois et appartenant à la Mairie. La réponse de celle-ci fut d’envoyer les gardes mobiles pour nous expulser, remettant ainsi des familles avec enfants à la rue. Rappelons encore une fois que la Maire de Rennes avait déclaré en 2014 qu’il n’y aurait pas d’enfants à la rue sous son mandat !

Rappelons aussi que la plupart des dispositifs de mises à l’abri par la Mairie, dans des conditions, parfois très précaires, toujours limitées, sont le fruit de nos luttes, de nos revendications et de nos manifestations passées.

Une fois de plus, associations, militant·e·s, syndicats, organisations politiques ont pallié les manquements des pouvoirs publics, en mettant à l’abri,

de manière très provisoire, une centaine de personnes (dont

des enfants, Mme la Maire !)

La majorité municipale dit faire pression sur la préfecture pour la régularisation… mais uniquement pour celles et ceux qui peuvent y avoir accès. Pour les autres elle

pense qu’il faudrait accélérer les renvois aux frontières.

**RENNES - RÉPUBLIQUE**

*Cela ne peut pas durer !*

Tout ceci se passe dans un contexte de surenchère de discours racistes, dans le cadre d’une politique criminelle menée par

l’état : traque des migrants, réduction des visas, multiplication des expulsions. Tout ceci alors que les rapports s’accumulent pour dénoncer les violences et « les traitements dégradants » dont sont victimes les migrant.e.s. Macron et ses sbires, en pleine campagne sur le terrain de l’extrême droite, en reprennent à leur compte les idées les plus nauséabondes. Les victimes de ces manœuvres politiciennes et électorales cyniques sont et seront toujours les mêmes, les étranger.e.s.

Face à ce déferlement de haine, il est urgent de réaffirmer la juste nécessité d’un accueil inconditionnel de tout·e·s les réfugie.e.s, de la régularisation de tout.e.s les sans-papiers, de

la liberté de circulation et d’installation, et de logements dignes et pérennes pour tout·e·s. Le nombre de réfugié.e.s ne représente que 0,6% de la population de l’Union Européenne (qui compte environ 400 millions d’habitant.e.s)

! Les moyens existent pour les accueillir !

N’oublions jamais que ces personnes fuient la guerre, la misère. Rappelons les milliers de morts en mer, dans les montagnes, ainsi que les victimes d’odieuses manœuvres politiques à la frontière bielorusso-polonaise. Quand iels arrivent, à force de courage et de souffrances, à mettre le pied sur le sol européen, les pouvoirs politiques n’ont qu’un but, les faire taire, les empêcher de se regrouper, de s’organiser collectivement, d’exister. Enfermé.e.s dans l’illégalité, iels servent de main d’œuvre bon marché, sans droits, jetable à volonté, mais aussi de boucs émissaires pour les Zemmour et autres Le Pen.

Nous avons le devoir de les accueillir et de les régulariser, pour leur permettre de s’installer, de vivre dignement, protégé.e.s par les droits sociaux et du travail.

A Rennes, comme dans de nombreuses villes de France et d’Europe, faisons du 18 décembre, journée internationale des migrant.e.s, un point d’étape important dans la lutte contre le racisme, l’islamophobie et les idées d’extrême droite, contre

les frontières assassines.

**RÉGULARISATION DE TOU·TE·S LES SANS PAPIERS LOGEMENTS DIGNES ET PÉRENNES POUR TOU·TE·S ÉGALITÉ DES DROITS**

**ACE (Action Culture Entreprise) ; Association L’Hirondelle ; ATTAC Rennes CIMADE 35 ; Collectif Justice et Vérité pour Babacar Gueye ; Comité d’Hébergement solidaire Rennes 2 ; CSP 35 ; DAL 35 ; Des Arbres et des Papiers Ensemble 35 ; FSU 35 ; FSE syndicat étudiant ; Groupe Logement du 14/10 Groupe Migrants FI Rennes ; LDH Rennes ; MIR ; MRAP 35 ; NPA Rennes ; Solidaires 35 ; Solidaires Etudiant.e.s Rennes ; SUD Éducation 35 ; UCL Rennes ; UL CGT Rennes UL-CNT 35 ; Union Pirate ; Un Toit c’est Un Droit ; Utopia 56**

**Contacts :** [**inter**](mailto:inter-orga35@protonmail.com)[**-orga35@protonmail.com**](mailto:-orga35@protonmail.com)